

APCE



L'Assemblée nationale de la République du Haut-Karabakh a publié une déclaration condamnant la récente résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur l'Azerbaïdjan.

Les factions politiques représentées au parlement ont exprimé leurs critiques sur le libellé des dispositions concernant le conflit du Haut-Karabakh, notant que le document était initialement destiné à aborder les activités des institutions démocratiques en Azerbaïdjan.

"Dans le projet de résolution concernant l'Azerbaïdjan, les co-rapporteurs, Pedro Agramunt et Tadeusz Iwinski, non seulement ne parviennent pas à répondre à la régression flagrante de la démocratie et des droits de l'homme en Azerbaïdjan, mais aussi - dans son premier paragraphe - parlent du conflit du Haut-Karabakh, en utilisant des formulations absolument sans rapport avec la réalité et répètent les thèses bien connues de la propagande azerbaïdjanaise", indique la déclaration.

Les législateurs expriment également leur préoccupation sur la déformation flagrante de l'essence de ce conflit qui est traitée comme une tentative de justifier une mauvaise situation des droits humains dans le pays.

(...)



Après un marathon pour amender le texte initial, l'**APCE** a approuvé sa résolution sur les institutions démocratiques en Azerbaïdjan par 140 voix contre 13.

L'Assemblée a voté l'amendement par 85 voix contre 78 déposé par la délégation arménienne pour exclure le terme «occupation» en ce qui concerne le Haut-Karabakh.

En conséquence, le **texte final** indique : *«L'Assemblée est pleinement consciente de l'occupation par l'Arménie du Haut-Karabakh et de sept*

autres provinces de l'Azerbaïdjan, ce qui domine dans une large mesure l'ordre du jour de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan."